



Communiqué de presse, 10 octobre 2017

Comment éviter un échec des Etats Généraux de l'Alimentation ?

Les 50 organisations de la plateforme « pour une transition agricole et alimentaire » exposent les conditions nécessaires à la poursuite d'un dialogue constructif

Alors que le Président Macron s'apprête à s'exprimer sur sa vision et ses attentes pour les Etats généraux de l'alimentation, les membres de la plateforme pour une transition agricole et alimentaire s'inquiètent de la direction qu'ils prennent, tant dans leur format que sur le fond des sujets. Soucieux d'œuvrer pour que les Etats généraux de l'alimentation soient un succès, les 50 organisations réunies appellent de nouveau le gouvernement à faire de cet espace de concertation un véritable processus de co-construction des solutions pour la transition agro-écologique et alimentaire de nos territoires.

Pour éviter un échec, **quatre demandes prioritaires** :

1/ Des Etats généraux transparents et participatifs pour des résultats co-construits et des engagements des parties prenantes et de l'Etat.

Peu de sièges accordés, partialités de certains présidents, premières conclusions qui ne reflètent pas les échanges... Leur déroulement ne permet pas suffisamment à la société civile de se faire entendre, ni de trouver sa place. Pour des Etats généraux de l'alimentation efficaces et co-construits, l'organisation d'une phase de négociation politique engageante pour l'ensemble des parties prenantes et mettant chacun des acteurs en face de ses responsabilités est indispensable.

2/ Le courage politique d'acter que tous les modèles agricoles ne se valent pas et que la transition agro-écologique est nécessaire.

Le message « tous les modèles agricoles ont leur place et doivent être aidés » ne peut plus être d'actualité si l'on veut une vraie transition de nos modèles agricoles. Le gouvernement doit faire le choix d'une orientation claire et poser les bases d'une nouvelle gouvernance agricole et alimentaire en France qui tienne compte des attentes des consommateurs et des besoins des agriculteurs.

3/ La nécessité d'une vision globale du changement de modèle grâce à une diversité de solutions déjà éprouvées et des engagements de l'ensemble des acteurs.

Cette transition repose en particulier sur deux évolutions principales :

- Une relocalisation, progressive et significative, des systèmes alimentaires, moteur d'une relance des économies territoriales,

- Une systématisation des bonnes pratiques environnementales, sociales et sanitaires. Il ne s'agit pas dans ces différents domaines d'ajustements à la marge. La transition c'est l'accompagnement de la profonde transformation des processus de production, de transformation, de distribution et de consommation des aliments à laquelle une recherche largement réorientée, est appelée à contribuer.

4/ Une mise en cohérence des politiques publiques actuelles liées à l'agriculture, l'alimentation, l'environnement, la santé et les échanges commerciaux et l'impossibilité d'entrée en vigueur de nouvelles mesures liées aux discussions en cours dans les Etats généraux jusqu'à la fin du processus.

Mobilisation citoyenne le 10 octobre à 18H00

Les citoyens soucieux de faire entendre leur voix, sont invités à se rassembler ce mardi 10 octobre à 18H00 **au croisement de la Rue de Varenne et du Boulevard des Invalides dans le 7e arrondissement. Au programme** : "batuca'ssiettes", prises de paroles et action symbolique devant le ministère de l'Agriculture.

Un point presse sera mis en place dès 18h avec les porte-paroles des différentes organisations présentes (Confédération Paysanne, Greenpeace, UNAF, Miramap, Oxfam, Agir pour l'environnement, ...).

Les photos de la mobilisation seront disponible le 10 sur le lien suivant :

<https://www.facebook.com/media/set/?set=a.1549970808358977.1073741832.915566051799459&type=1&l=6f4945a0b8>

Contacts presse :

- Stéphanie Pageot, Présidente, FNAB (agriculture biologique), 06 76 41 81 26
- Claire Hincelin, responsable communication, CIWF France (bien-être animal), 06 26 07 55 43
- Clara Jamart, Coordinatrice du Plaidoyer, Oxfam France (solidarité internationale), 06 85 26 01 08
- Mathilde Théry, Responsable Agriculture et Alimentation, Fondation pour la Nature et l'Homme, 06 43 29 86 99
- Camille Dorioz, Coordinateur du réseau agriculture, France Nature Environnement, 01 44 08 64 12
- François Veillerette, directeur, Générations Futures (pesticides, perturbateurs endocriniens, santé-environnement), 06 81 64 65 58
- Cyrielle Denhartigh, Responsable Agriculture et Alimentation, Réseau Action Climat (Climat, alimentation), 06 10 81 59 59
- Marielle Chaumien, Responsable Presse, WWF France, 06 15 39 24 95
- Karine Appy, CCFD-Terre Solidaire, 01 44 82 80 67 / 06 66 12 33 02